

À l'Est, une mutation encore inachevée : entretien avec Wladimir Andreff

Description

Le processus de transition est-européenne entamé à l'aube des années 1990 est-il arrivé à son terme ? Pour l'économiste Wladimir Andreff, professeur émérite à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, il s'agit en fait d'une mutation toujours en cours et, plutôt que de convergence, il faudrait évoquer une congruence, qui plus est caractérisée par le « cupidalisme ».

Wladimir Andreff, membre d'honneur de l'*European Association for Comparative Economic Studies* et ancien Président de l'Association Française de Science économique, a accepté de décrypter pour *Regard sur l'Est* quelques-unes des caractéristiques de la transition économique entamée par les pays d'Europe centrale et orientale il y a une trentaine d'années. Il cherche, notamment, à mettre les mots justes sur ce processus long, inachevé mais irréversible.

Comment définiriez-vous le processus de transition entamé au début de la décennie 1990 en Europe de l'Est ?

Le processus de transition démarrant en 1990 en Europe de l'Est est une tentative de transformation profonde du système économique – centralement planifié, plus ou moins réformé pendant la décennie précédente – et du régime politique non-démocratique, auto-proclamé socialiste ou communiste dont le parti unique tentait de contrôler l'économie à partir de décisions centralisées.

Amorcé par une rébellion politique contre le régime en 1989 (chute du mur de Berlin et propagation de ses conséquences en Europe de l'Est), ce processus était guidé par deux objectifs : mettre fin au système existant et le remplacer par une économie de marché décentralisée et par une démocratie politique. C'était donc une transition volontariste avec deux variantes : l'une téléologique, consignée dans le consensus de Washington (stabilisation, libéralisation, privatisation), prétendait connaître l'issue unique et uniforme de la transition qu'elle voulait atteindre et cherchait donc à y parvenir au plus vite par une thérapie de choc ; l'autre génétique, regroupant les partisans d'une transition gradualiste, était consciente que la transformation exigerait un temps long pour rompre les interdépendances économiques de l'ancien système et instaurer les interactions typiques du marché, et aurait un parcours sinueux et un point d'arrivée incertain, probablement différent d'une économie est-européenne en transition (EEET) à l'autre.

Trente ans plus tard, l'opposition initiale entre thérapie de choc et gradualisme a perdu de son intérêt pour quatre raisons : 1/ ce qui importe est davantage le point où en est arrivée effectivement chaque EEET en 2020 plutôt que la stratégie qu'elle avait adoptée au départ, d'autant que certaines EEET ont varié leur stratégie au fil du temps ; 2/ en 30 ans, il y a eu partout des phases d'avancées et de reculs dans la transition, la rendant ainsi graduelle *de facto* ; 3/ la Banque Mondiale a publié en 2002 un rapport recommandant de cesser les privatisations à marche forcée, alors même que les EEET étaient déjà stabilisées et, pour l'essentiel, libéralisées ; 4/ pour nombre de ces économies, la préparation de l'adhésion à l'UE obligeait à donner la priorité aux dimensions institutionnelles de la transition (la reprise de « l'acquis communautaire »).

Quelle distinction faites-vous entre « transition » et « mutation » ?



À l'origine, « transition » est un concept marxiste désignant la façon dont un mode de production est remplacé par un autre, selon un processus déterministe sur la durée historique – souvent plusieurs siècles –, comme par exemple le passage du féodalisme au capitalisme. Mais il est apparu en 1917 qu'une transition pouvait être déclenchée par une action volontariste (révolution bolchévique) pour transiter du capitalisme vers le socialisme, ici encore avec deux variantes, téléologique (Préobrajensky) et génétique (Boukharine).

Cette notion de transition a été ensuite transposée dans l'analyse comparative (occidentale) des systèmes économiques. Les événements de 1989-90 dans les EEET avaient une forte composante volontariste, poussée par le vent de l'idéologie néo-libérale soufflant notamment de Washington – Joseph Stiglitz, avec d'autres, n'a-t-il pas dénoncé les « *idéologues du tout-marché* » ?

N'adhérant ni à cette idéologie, ni à une approche téléologique de la transition, j'ai souhaité forger un autre concept, celui de « mutation » voulant rendre compte de ce que le processus en cours à partir de 1990 était long (et non *overnight*, bouleversement du jour au lendemain) pour éradiquer l'ancien système et le transformer en profondeur en une économie de marché qui fonctionne bien – la durée estimée par Janos Kornai et d'autres était d'une génération, 25 ans. Si on n'attendait pas la maturation lente des fruits de cette mutation, j'étais de ceux qui pronostiquaient que le processus s'accompagnerait de malversations, de corruption, de détournement de fonds (auxquels les privatisations accélérées ont largement contribué) et du maintien au pouvoir économique des anciens dirigeants communistes, mués en oligarques. Ce que l'on a vu en pratique.

Il faut reconnaître que « mutation » n'a pas eu un grand succès conceptuel ou médiatique. Pour ceux qui souhaitaient se démarquer de la transition néo-libérale, dont au moins partiellement les gradualistes, le ralliement s'est fait autour de la notion de « transformation », éventuellement évolutionniste.

Mon approche m'a valu d'être appelé comme « conseiller économique », d'abord dans des pays qui n'acceptaient pas à 100 % le consensus de Washington (Slovénie, Vietnam, Biélorussie, Chine, Algérie) et dans quelques autres, au moment où ils révisaient quelque peu leur stratégie au cours des années 1990 dans l'esprit de ce qu'allait ensuite contenir le rapport Banque Mondiale de 2002.

La transition est-elle terminée en Europe de l'Est et, dans la négative, quels seraient selon vous les critères objectifs pour en juger ? Doit-on faire une distinction entre les pays qui ont adhéré à l'UE et ceux qui n'y ont pas adhéré ?

La réponse doit se caler sur des critères quantitatifs et qualitatifs. Sous le second angle, une bonne génération s'est écoulée (30 ans) et, dans la plupart des EEET, les changements qui surviendront au cours des 30 prochaines années ne seront pas de même ampleur que ceux des 30 années passées, ou alors pour d'autres motifs, disons « moins systémiques » (changement climatique, pollution de l'environnement). Sauf dans les EEET parties en retard dans la transition (Serbie, Bosnie, Kosovo) ou ayant connu une grave crise de transition, qui a fait régresser le processus (les pyramides financières de 1997 en Albanie), la transition peut être considérée comme terminée de ce point de vue ; le processus ne progressera plus aussi massivement qu'avant, voire pas du tout.

Les investissements réalisés depuis 1990, y compris et surtout étrangers, ont modernisé les systèmes productifs des EEET. Désormais, on produit des pièces détachées d'automobile, dans presque toutes les EEET, sur le même mode que dans les usines localisées ailleurs. Le mode de vie et de consommation y a profondément changé. Des biens et services naguère en accès gratuit (éducation, culture, certains soins, etc.) sont désormais payants, au prix du marché. D'autres en revanche, inaccessibles ou inexistantes avant la transition (sauf pour quelques privilégiés de la *nomenklatura*), tels la mobilité sans restriction, la diversité de choix offert aux consommateurs ou la liberté d'entreprendre, sont accessibles à quiconque peut en acquitter le prix.

Mes plus récentes missions à Budapest, Ljubljana, Tallinn, Prague, Varsovie, etc., m'ont donné l'impression d'un rapprochement croissant du mode de vie avec celui des habitants de Paris, Berlin, Londres, etc., y compris avec de profondes inégalités entre les « riches » et les moins riches.

La dimension institutionnelle est cruciale et, peut-être, celle pour laquelle la transition n'est pas encore terminée, en particulier pour *the rule of law*, la force de la loi et sa mise en œuvre concrète. La césure entre les EEET membres de l'UE et les non-membres est très nette, décisive. Dans ces dernières, la corruption, les dysfonctionnements du marché et plus encore de la bureaucratie, l'économie parallèle et le non-respect de la loi sont des réalités quotidiennes vécues par les citoyens. Même certains pays membres de l'UE, la Roumanie et la Bulgarie, maîtrisent mal ces dérives (et donc l'acquis communautaire). Quant aux deux pays naguère « modèles » de la transition, Hongrie et Pologne, les plus gros bénéficiaires de l'aide économique de l'UE depuis 30 ans, ils manifestent de plus en plus leur volonté de ne pas se soumettre à certaines règles communes de l'UE. Je n'ai pas les compétences pour analyser ces dérives de la démocratie « illibérale », mais elles me paraissent de nature à retarder la fin de la transition vers une véritable démocratie, comme le soutient le chercheur roumain Daniel Daianu⁽¹⁾.

Le rattrapage économique Est-Ouest a-t-il eu lieu ?

Le terme de rattrapage économique est « piégeux », mais moins que celui de convergence nominale et réelle (souvent utilisé comme critère d'adhésion des nouveaux membres à l'UE). S'agit-il de rattraper les pays capitalistes les plus développés, la moyenne du niveau de développement au sein de l'UE, les pays les moins développés de l'UE ?

En prenant comme critère quantitatif (imparfait) le PIB par habitant, en 1990 la Slovénie n'avait rien à rattraper si l'objectif était de rejoindre le pays le moins développé de l'UE : son niveau de PIB par tête était déjà supérieur à celui de la Grèce et talonnait celui du Portugal (en 2019, son PIB/tête est de 3 000 € supérieur à celui de ces deux pays, soit environ 24 000 € chacun).

En revanche, si l'objectif est que le Kosovo rattrape le niveau du Danemark, je vous donne rendez-vous dans plusieurs siècles, voire jamais. Car la loi la plus fondamentale de l'économie capitaliste est le développement inégal : elle ne génère pas du rattrapage mais une différenciation toujours renouvelée, donc des retards des uns sur les autres. La concurrence de marché de tous contre tous comporte toujours des gagnants (firmes innovatrices, multinationales, concurrents déloyaux non identifiés, etc.) et des perdants (entreprises mises en faillite, industries en déclin, etc.) qui se répartissent inégalement entre les pays, provoquant le développement inégal entre ces derniers.

On peut faire la preuve par les EEET : en 2019, le PIB/tête de la Slovénie fait trois fois celui de la Bulgarie (2,3 fois la Roumanie), celui de la République tchèque est à peu près égal à ceux de la Grèce et du Portugal. Mais le PIB/tête de la Bulgarie est deux fois supérieur à celui du Kosovo (et 1,7 fois à celui de l'Albanie). En termes de progression, partant de plus bas, l'Estonie et la Lituanie ont un niveau de PIB/tête plus élevé que la Hongrie et la Pologne (un peu plus de 17 000 € chacune, 65 % du niveau de la Slovénie) qui ont moins progressé en 30 ans que les pays baltes (Estonie : 20 000 € de PIB/tête). Le rattrapage économique est inégal, comme le développement capitaliste.

D'autres critères quantitatifs (inflation, chômage, commerce extérieur) seraient nécessaires pour apprécier, et différencier, l'état de la transition dans chaque EEET (mais la place nous manque ici) ; on peut sans doute oublier les critères de Maastricht (déficit public, dette publique) dans la mesure où ils ont été régulièrement non respectés par certains membres de l'UE (dont parfois la France) et qu'ils sont effectivement abandonnés depuis la crise de la Covid-19.

Vous avez émis l'hypothèse, il y a quelques années, de la congruence des systèmes. Pourriez-vous brièvement en définir l'idée principale ? Cette hypothèse s'est-elle réalisée ?

Avant la transition, des économistes (à la suite de Jan Tinbergen) avaient envisagé une possible convergence entre le plan et le marché, entre les systèmes capitaliste et socialiste. Dans les années 1960-1980, certains économistes réformateurs yougoslaves, polonais et hongrois y ont adhéré. L'idée était que l'on pouvait combiner jusqu'à un certain point les avantages respectifs du plan et du marché, du capitalisme et du socialisme. Mon observation concrète des EEET et des résultats de leurs réformes avant 1987-89 ne me poussait pas à un tel optimisme. D'autant moins qu'au même moment les économies occidentales évoluaient vers un capitalisme mondialisé et financiarisé.

J'ai utilisé la « congruence » (au départ un concept mathématique) des systèmes pour signifier que capitalisme et socialisme pouvaient aussi bien se rapprocher négativement en s'empruntant mutuellement leurs inconvénients, leurs

faces les plus sombres, les moins souhaitables. Il m'a semblé que la transition néo-libérale risquait de réaliser cet anti-idéal type. Je l'ai notifié avec l'idée de « cupidalisme »⁽²⁾, prolongeant l'hypothèse de la congruence, en l'enrichissant d'emprunts à Joseph Stiglitz (économie de la cupidité) et aux analyses de la crise financière (Aglietta, Boyer, Jorion, Lordon, Orléan). L'hypothèse est que, de 1990 à la crise des *subprimes* et la Grande Récession, on observe des dérives communes aux processus de transition des EEET et de financiarisation du capitalisme fondés sur une dynamique (négative) des activités de captation (extorsion) d'actifs qui contrarient l'accumulation du capital dans l'économie réelle. Ces dérives ont pour partie leur origine dans les privatisations à marche forcée des EEET et leurs conséquences et, pour une autre partie, dans les mauvaises pratiques de la finance internationale et du *shadow banking* qui, évidemment, se sont aussi répandues dans les EEET.

Pour l'heure, pas plus que « mutation », « cupidalisme » n'a rencontré un succès conceptuel ou médiatique pour caractériser la phase actuelle de crise de l'économie mondiale, y inclus les EEET.

Quelles sont, d'après-vous, les grandes leçons qu'il faut retenir de cette expérience historique de changement systémique en Europe de l'Est ?

Précisément, il faut retenir que ce changement est historique et, aujourd'hui de façon certaine, irréversible, pour le meilleur et pour le pire. L'implication est que les politiques économiques à venir dans les EEET n'ont plus rien à voir avec celles de l'ancien système (contrainte budgétaire lâche et renflouement des entreprises systématiquement déficitaires, égalitarisme affiché dans la redistribution des revenus, etc.), qu'elles consisteront de moins en moins à libéraliser et à privatiser (la matière privatisable s'est rétrécie), et qu'elles devront s'orienter vers la gestion des coûts habituels du développement inégal du capitalisme : inégalités économiques, pauvreté, évasion fiscale, ventes à découvert sur les marchés financiers, crises financières récurrentes. En y ajoutant désormais, comme partout ailleurs, des mesures de sauvetage écologique de la Planète et, pourquoi pas, une « planification de la transition écologique ». Là aussi les EEET ont du retard à rattraper.

Notes :

(1) Daniel Daianu, « Illiberal and "inward-looking" drives: What fuels them? », in W. Andreff (ed.), *Comparative Economic Studies in Europe – A Thirty Year Review*, Palgrave Macmillan, 2021.

(2) W. Andreff, « Une transition économique inattendue : vers le 'cupidalisme' ? », *Revue de la Régulation*, n° 14, 2013.

Illustration : Nina Dubocs.

[Assen SLIM](#) est Maître de conférences HDR de l'INALCO. ([blog](#))

[Lien vers la version anglaise de l'article](#)



[Retour en haut de page](#)

date créée

21/09/2020

Champs de Méta

Auteur-article : Assen SLIM*